

FAITS SAILLANTS

- Selon les prévisions de l'UNICEF, 126,000 enfants souffriront de la malnutrition aiguë sévère en 2013 au Tchad.
- Tous les réfugiés tchadiens de Langui au Cameroun sont rapatriés, selon le HCR.
- Un pilote de résilience sera lancé cette année dans le Sila pour développer un modèle plus adapté à un environnement complexe où se mêlent risques et vulnérabilités.

CHIFFRES CLÉS

Déplacés internes	90 000
Réfugiés du Soudan	288 000
Retournés internes	91 000
Réfugiés de la RCA	58 000
Retournés de Libye	90 000
Retournés du Nigeria	1 100
Personnes en insécurité alimentaire	1.8 millions

FINANCEMENTS

572 millions
fonds requis (en US\$)

67%
financés



OCHA

Au sommaire

Malnutrition en 2013 P.1

Un pilote de résilience dans le Sila P.2

Aucun cas de choléra en 2012 P.4

Entretien avec John Ging P.5

La malnutrition au Tchad persistera en 2013

Malgré les bonnes récoltes, à peu près le même nombre d'enfants (126,000) souffriront de malnutrition aiguë sévère en 2013 qu'en 2012, selon les prévisions de l'UNICEF.

Les raisons en sont complexes. Les ménages ont accumulé des dettes importantes au cours de la période de soudure en 2012, ce qui signifie que les familles pauvres devront vendre la grande partie de leur production immédiatement après la récolte.

Selon Jane Lewis de la branche humanitaire de la Commission européenne (ECHO), cela signifie que les gens continueront de peiner pour acheter les denrées alimentaires à des prix élevés.

« Pour les ménages pauvres, la sécurité alimentaire ne dépend pas essentiellement de la production alimentaire, mais des prix sur le marché », a déclaré Mme Lewis. « Au-delà des dettes et des déficits structurels de production alimentaire, on peut s'attendre à ce que les couches de population les plus pauvres aient besoin de l'aide d'urgence au cours de la période de soudure en 2013. »

Des défis structurels

Le Coordonnateur Humanitaire Régional, David Gressly, a déclaré qu'il y avait encore beaucoup de travail à faire pour aider les communautés à se reconstruire après la crise de 2012.

« Cela signifie repeupler leur bétail et s'assurer que ces communautés ont les bonnes semences pour rétablir leurs moyens de subsistance », a noté M. Gressly. « Les filets de protection sociale constitueront un aspect important pour assurer un meilleur accès à la nourriture pour tous. C'est le moment de s'attaquer aux problèmes structurels chroniques que nous voyons à travers le Sahel. »

Besoin d'une réponse multisectorielle

Les experts préviennent que même si les gens ont un meilleur accès à la nourriture, des taux élevés de malnutrition persisteront si d'autres secteurs clés ne sont pas aussi abordés.

Moins de la moitié des personnes au Tchad ont accès à l'eau potable et seulement 3% des femmes pratiquent l'allaitement maternel exclusif. Cela signifie que la plupart des bébés tchadiens boivent régulièrement de l'eau sale, causant des diarrhées récurrentes, qui à leur tour conduisent à la malnutrition. L'offre de soins de santé est insuffisante pour aider les enfants lorsqu'ils sont malades.

Alors que le secteur de la sécurité alimentaire de l'Appel global pour le Tchad en 2012 a été bien financé à 97% et la nutrition à 87%, l'eau et l'assainissement a été seulement financé à 36% et la santé à 24%. Tant que ces chiffres ne sont pas plus équilibrés, les agences humanitaires préviennent que les communautés au Tchad continueront d'être vulnérables aux sécheresses récurrentes et la malnutrition chronique va continuer.

Un pilote de résilience dans le Sila

Le Tchad est confronté à des chocs climatiques et environnementaux récurrents qui accentuent la vulnérabilité des populations vivant sur son territoire. Ces chocs mènent à des crises humanitaires cycliques. Le contexte régional volatile ajoute une pression supplémentaire avec des centaines de milliers de réfugiés qui ont fui le conflit et sont accueillis au Tchad.

Le contexte de pauvreté structurelle, aggravé par une faible capacité institutionnelle à fournir aux populations un accès aux services sociaux de base et une quasi absence d'opportunités économiques, renforce la fragilité persistante du Tchad, où la population reste exposée à des risques climatiques et sécuritaires. Malgré plus de 9 ans d'action humanitaire, les vulnérabilités à la base n'ont pas pu être réduites de manière significative.

Un test pour l'approche résilience

Face à ce constat, le Coordonnateur Humanitaire et Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies a initié un processus de réflexion multi partenaires dont l'objectif est de développer un modèle plus adapté à un environnement complexe où se mêlent risques et vulnérabilités. Un rapport publié ce mois (<http://bit.ly/Rv0pbJ>) constitue une première étape dans le processus de réflexion sur l'opérationnalisation d'une « approche résilience ». Il a permis de déboucher sur une compréhension et vision partagée de ce qu'est la résilience et d'orientations quant à la mise en place d'un dispositif résilient.

L'analyse a permis de dégager deux pôles : un premier pôle dominant visant la prévention et la gestion des risques (résilience institutionnelle) et un deuxième pôle de recouvrement de la protection et de la vulnérabilité des personnes (résilience humaine).

Le rapport propose la mise en place d'un dispositif résilient et le test de celui-ci dans une expérience pilote, c'est-à-dire spécifique à la région du Sila et sa capitale Goz-Beida, mais qui pourrait être adoptée dans d'autres régions. Cette première réflexion sera suivie en février 2013 d'un document plus concret visant, cette fois, à opérationnaliser le dispositif dans la phase pilote.

Un premier pôle dominant visant la prévention et la gestion des risques (résilience institutionnelle) et un deuxième pôle de recouvrement de la protection et de la vulnérabilité des personnes (résilience humaine).



La ville de Goz Beida. Photo: OCHA.

Rapatriement des réfugiés tchadiens du camp de Langui, Cameroun

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) au Tchad a finalisé avec succès, le 21 décembre 2012, les convois de rapatriement volontaire des réfugiés tchadiens en provenance du camp de Langui au Cameroun pour l'année 2012.

Les opérations ont été mises en place suite à un accord tripartite signé le 20 janvier 2012 entre le gouvernement du Cameroun, le gouvernement du Tchad et le HCR

Cinq convois au total ont été organisés ce mois de décembre 2012 et un total de 1.482 rapatriés en majorité des femmes et des enfants sont bien arrivés dans leur pays d'origine, le Tchad.

Le programme de rapatriement volontaire assisté par le HCR pour les réfugiés tchadiens du Cameroun avait débuté le 7 décembre 2012. Les opérations ont été mises en place suite à un accord tripartite signé le 20 janvier 2012 entre le gouvernement du Cameroun, le gouvernement du Tchad et le HCR.

Ces réfugiés avaient fui en 2008 à cause des conflits sociopolitiques et avaient trouvé refuge au Cameroun voisin où ils étaient accueillis dans le camp des réfugiés de Langui.

Les radios de l'Est menacées de disparition faute de financements

Fondées en 2005 par Internews Network, une ONG américaine de développement des médias locaux, La Voix du Ouaddaï, Radio Sila et Radio Absoun ont été créées pour apporter une réponse à la crise que représentait l'afflux des réfugiés du Darfour. Avec le retrait d'Internews en juillet 2012, ce réseau de radios (appelé Humanitarian Information Service) éprouve, aujourd'hui, de réelles difficultés à desservir la communauté humanitaire à l'est du Tchad.

Les trois stations ont permis, au cours de ces années, d'informer et de sensibiliser les populations réfugiées du Soudan et les déplacés ainsi que la population hôte sur des sujets cruciaux pour leur survie et leur insertion dans leur nouveau milieu d'accueil. Pour cela, Internews Network a formé des dizaines de journalistes qui sont devenus aujourd'hui des professionnels aguerris et reconnus au sein de leur profession.



Un journaliste de la Voix du Ouaddaï. Photo: Internews.

A ce jour, ces stations demeurent le seul moyen de communication de masse à l'Est du Tchad, permettant d'atteindre instantanément des centaines de milliers d'habitants des régions du Ouaddaï, du Sila et du Wadi Fira.

A ce jour, ces stations dont l'audience n'a cessé de croître au fil des dernières années, demeurent le seul moyen de communication de masse à l'Est du Tchad, permettant d'atteindre instantanément des centaines de milliers d'habitants des régions du Ouaddaï, du Sila et du Wadi Fira ainsi que la quasi-totalité des camps de réfugiés.

En se retirant du Tchad en juillet dernier, Internews a légué la propriété et la gestion de ces radios à des structures locales qui n'ont pas les ressources nécessaires pour à la fois mettre en œuvre leurs propres activités et prendre en charge ces radios. Cependant, l'ONG a songé à la pérennisation des trois radios en assurant la formation du personnel et l'acquisition des locaux pour les abriter, dans les trois localités pendant les années 2011-2012.

Aujourd'hui, les trois stations, constituées en associations à but non lucratif, développent des activités de génération de revenus nécessaires à leur survie. Elles sont en mesure de concevoir, produire et diffuser des campagnes de sensibilisation, de communication, efficaces pouvant atteindre une audience de 400.000 personnes à l'est du Tchad.

C'est pourquoi, en plus de décrocher des petits contrats avec les sociétés commerciales et les marchés locaux, les radios recherchent de potentiels organismes pour obtenir un soutien financier pour une pérennisation durable et constante.

Le défi majeur est que si ces stations venaient à disparaître avec le retrait d'Internews, ces trois régions subiraient un recul significatif en matière de développement.

Du progrès dans la lutte contre le VIH/SIDA

Au niveau du Tchad, l'incidence du VIH est en baisse relative, passant ainsi de 0,43% à 0,28% entre 2000 et 2011.

L'objectif du Millénaire pour le développement relatif à la lutte contre le VIH/SIDA est clair: mettre fin à l'épidémie et inverser la tendance d'ici à 2015. Grâce aux efforts résolus des gouvernements et de la société civile, le succès est en vue. Le rapport de 2012 de la Journée mondiale de lutte contre le sida, établi par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), montre que de progrès réels ont été enregistrés ces deux dernières années dans la prévention et le traitement du VIH/sida.

Au niveau du Tchad, l'incidence du VIH est en baisse relative, passant ainsi de 0,43% à 0,28% entre 2000 et 2011. Ainsi, la prévalence du VIH chez les jeunes femmes de 15-24 ans fréquentant les consultations prénatale a baissé de 5,6% à 2,6% entre 2002 et 2011. La tendance de la prévalence dans la population générale est à la stabilisation, oscillant autour de 3%, laissant ainsi briller une lueur d'espoir. Toutefois, ces bonnes nouvelles ne doivent pas occulter les nombreux défis auxquels nous sommes confrontés à l'avenir. Outre les difficultés d'accès aux services de prise en charge VIH des populations à haut risque, la stigmatisation et la discrimination constituent encore un frein à la concrétisation des efforts menés dans le cadre de la riposte.

Aussi, le financement des traitements antirétroviral (ARV) par les ressources propres de l'Etat à hauteur de 57%, a permis de « démocratiser » le traitement par les ARV par la gratuité, ouvrant du coup la voie à l'amélioration des conditions sanitaires et de vie des personnes vivant avec les VIH. Comme effet bénéfique de la gratuité, environ 4000 décès ont été évités entre 2008 et 2011.

Malgré les inondations, aucun cas de choléra en 2012

Le risque d'un retour du choléra dans le Tchad reste toutefois important.

Les inondations de cette année ont causé des dégâts matériels importants et des pertes humaines dans 17 régions du Tchad. Malgré cette situation d'urgence, le Tchad n'a enregistré aucun cas de choléra, contrairement aux autres pays de l'Afrique centrale et de l'ouest où la maladie a tué près de 700 personnes en 2012.

Les efforts conjoints menés par les acteurs en eau et assainissement et hygiène (WASH) montrent qu'il est possible de faire face aux épidémies de choléra. Le gouvernement du Tchad, avec l'appui de l'UNICEF, l'OMS et les autres partenaires ont coordonné efficacement les activités de prévention et de réponse aux inondations qui ont fortement dégradé les conditions d'hygiène et de salubrité des populations. Des fonds CERF ont permis à l'UNICEF et ses partenaires d'intervenir en urgence dans le contexte des inondations avec la distribution de kits de choléra et WASH et des activités de prévention par la sensibilisation des communautés touchées.

Le cholera endémique?

Le choléra est apparu en Afrique en 1970. En 1971, le Tchad a été confronté pour la première fois à l'épidémie. De 1971 à 2011, le pays a enregistré 65 983 cas et 5 865 décès, avec un taux moyen de mortalité pour cette période de 11,3%. En 2011, le Système de Surveillance Nationale a enregistré 17 285 cas et 459 décès dans 37 districts, avec une létalité de 2,7%, faisant de cette épidémie la pire que le pays ait connue.

De manière générale, les faibles taux de couverture en assainissement (12% en milieu urbain et 4% en milieu rural) et hygiène (4% sur le plan national) indiqués dans l'étude MICS 2012 au Tchad sont l'une des causes de propagation du vibron cholérique. Une personne sur deux n'a pas accès à l'eau potable. Seuls 47,5% des ménages ont de l'eau et du savon dont 37,1% dans les milieux ruraux. Seulement une personne sur six utilise des toilettes améliorées.

L'origine des cas au Tchad est surtout liée aux mouvements des personnes aux frontières. Lors des dernières flambées de choléra au Tchad en 2011, plus de cas

Le Tchad n'a enregistré aucun cas de choléra, contrairement aux autres pays de l'Afrique Centrale et de l'Ouest où la maladie a tué près de 700 personnes en 2012.

avaient été enregistrés le long des frontières qu'à l'intérieur du pays. Ainsi, le personnel UNICEF et des relais communautaires au Tchad font le suivi de la situation dans les pays frontaliers et échangent avec ces derniers pour une surveillance épidémiologique conjointe.

« Nous devons poursuivre les efforts pour prévenir une éventuelle poussée épidémique en raison de la situation des pays frontaliers et du contexte du Tchad qui est un pays à faible couverture sanitaire et qui est, de plus, affecté par les inondations. Il faut continuer les activités pour maintenir le résultat » a souligné Bruno Maes, Représentant de l'UNICEF au Tchad.

Entretien: La préparation et la prévention sont vitales pour l'action humanitaire en 2013



Comme l'année tire à sa fin, le directeur des opérations d'OCHA, John Ging, nous parle de quelques principaux défis auxquels les organisations d'aide humanitaire ont fait face en 2012 et met en lumière les moyens d'améliorer la réponse humanitaire en 2013.

Q: Comment OCHA répond-t-il aux crises humanitaires?

Eh bien, le travail d'OCHA est de coordonner la réponse humanitaire, et la première des choses à faire en coordination est d'articuler les besoins et communiquer sur le sort des personnes. Nous venons de lancer les appels globaux de 8,5 milliards de dollars pour 2013. Ceci est un appel au secours pour

51 millions de personnes du monde entier qui ont besoin d'aide. Il y a plus de 16 pays touchés ici, et l'effort d'aide implique 520 agences humanitaires. Donc, à OCHA nous communiquons l'échelle, la portée et l'étendue des besoins, dans l'espoir qu'il y aura une réponse généreuse, parce que la conséquence de l'échec est que des dizaines de milliers de personnes perdront la vie et des millions croupiront dans le désespoir humanitaire.

Q: Dans quelle mesure aviez-vous réussi dans votre appel ou en essayant de coordonner les efforts pour aider les gens en 2012?

En 2012, nous avons eu un appel mondial de 5,3 milliards de dollars et qui est financé à 60 %. Nous avons travaillé très dur avec une communauté des donateurs qui est incroyablement engagée, en dépit du fait qu'ils font face à une crise financière mondiale. Le défi auquel ils font face afin de continuer à fournir l'aide et l'argent qu'ils donnent, ont reflété un engagement considérable de leur part. Mais nous n'avons pas réussi et je dois être franc à ce sujet. Nous n'avons pas réussi à élargir la base des donateurs à la mesure de nos besoins, et c'est pourquoi il y a un tel manque à gagner important.

Q: Qu'est-ce que vous envisagez pour l'année 2013 en termes de financement des bailleurs de fonds?

Eh bien, nous avons besoin de plus d'argent. Voilà la situation. Et nous sommes également très clairs que nous devons gagner de nouveaux donateurs dans cette entreprise. Nous n'allons pas obtenir les fonds supplémentaires dont nous avons besoin des bailleurs de fonds que nous avons actuellement, qui sont épuisés à bien d'égards. Maintenant, même si nous obtenons encore des augmentations de certains d'entre eux, - et nous sommes extrêmement reconnaissants pour cela - l'écart entre ce qu'ils ont et sont capables de donner et ce qui est nécessaire est trop grand pour être comblé par ce petit groupe. Une de nos grandes priorités pour 2013 portera sur la façon d'élargir la base d'appui des donateurs.

Q: Les défis humanitaires dans le Sahel sont énormes : sécheresse, insécurité alimentaire, conflits et déplacements. Comment peut-on améliorer la situation?

Le plus grand défi dans le Sahel est l'insécurité alimentaire résultant de la sécheresse qui affecte huit pays. Il y a donc un énorme effort en cours, non seulement en termes de réponse humanitaire, mais aussi de développement et de renforcement de la résilience de ces communautés à travers une meilleure gestion de l'eau, l'irrigation, le choix des

Nous espérons qu'il y aura une meilleure mobilisation des interventions visant à prévenir plutôt que d'avoir à y répondre. Dans trop d'endroits, nous nous trouvons impliqués dans des réponses humanitaires qui auraient pu être évitées.

cultures ainsi que l'élevage. Tous ces éléments s'ajoutent à la capacité des communautés à mieux y faire face. Il y a une très bonne collaboration entre les gouvernements nationaux et les organisations internationales. Nous nous accordons sur les priorités et nous faisons des progrès sur la résolution des problèmes. Le conflit au Mali et le débordement de réfugiés dans les pays voisins se sont ajoutés aux défis à relever. Il y a plus de 200.000 déplacés à l'intérieur du Mali et cela constitue un défi supplémentaire pour un pays déjà pris dans une crise alimentaire. Et nous ne devons pas oublier que le Sahel est également affecté par le crime transnational, la criminalité et le trafic des armes et d'êtres humains. Il y a toute une gamme de problèmes qui minent le développement et la stabilité de la région, et nous devons aussi signaler ces questions.

Q: Voyez-vous des améliorations en 2013?

Nous espérons qu'il y aura une meilleure mobilisation des interventions visant à prévenir plutôt que d'avoir à y répondre. Dans trop d'endroits, nous nous trouvons impliqués dans des réponses humanitaires qui auraient pu être évitées. L'accent doit donc davantage être mis sur le développement et l'aide pour permettre aux gens de lutter, de survivre et de reconstruire leurs vies et leurs moyens de subsistance, plutôt que de les rendre si fragile au point que tout choc les amène à devenir dépendants de l'aide.

Appolinaire, l'humanitaire s'en est allé...



Il est rare de voir un magistrat troquer sa toge contre un jacket de chargé d'affaires humanitaires. C'est pourtant ce qu'a fait Appolinaire Bigirimana, avec brio. Après avoir travaillé pendant quelques années en tant que magistrat dans son Burundi natal, Appolinaire a rejoint d'abord le HCR puis OCHA dans ce même pays d'Afrique centrale, en tant qu'employé local, avant de partir à l'international en 2007.

Il est alors envoyé à Goz Beida en tant que chef de sous-bureau OCHA-Tchad, au plus fort de la crise des déplacés internes et des réfugiés du Darfour. Il marque rapidement des points et trois ans plus tard, il est promu chef du bureau d'Abéché (qui coiffe les trois autres sous-bureaux OCHA).

Son ancien collègue de Goz-Beida, Guelnounji Ndjékounkosse, se souvient de lui en ces termes : "Ainsi Apo, tu as tiré ta révérence me laissant cette définition de la coordination humanitaire: "La coordination humanitaire, c'est comme de l'huile dans un moteur. Elle est nécessaire pour faire tourner un engin". Comme de l'huile dans la machine humanitaire a l'est du Tchad tu étais".

L'homme a su marquer les esprits pendant ses quelque 24 derniers mois passés à Abéché où son professionnalisme a fait l'unanimité et imposé respect et considération. Les larmes, la consternation et la mobilisation qu'a provoquées sa disparition démontrent l'envergure du "diplomate" qu'il était.

Rien ne présageait sa mort soudaine le 2 décembre 2012, comme témoigne le choc provoqué par sa disparition, même pour ceux qui l'ont rencontré au gré des occasions. Appolinaire Bigirimana laisse derrière lui son épouse bien-aimée, Victoire, et leurs quatre filles.

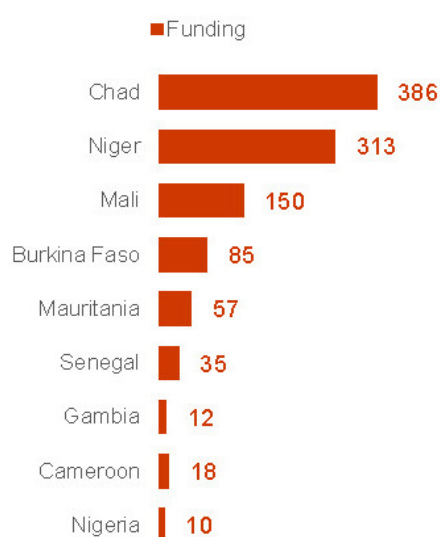
En Bref

Nouvelle convention sur l'aide alimentaire entre en vigueur
http://ec.europa.eu/echo/news/2013/20130101_fr.htm

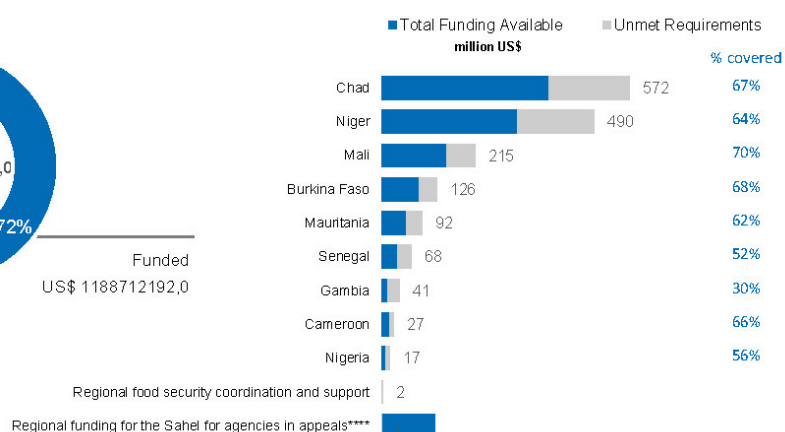
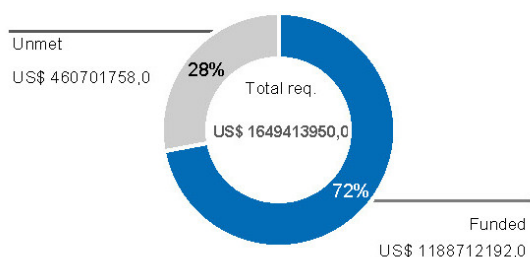
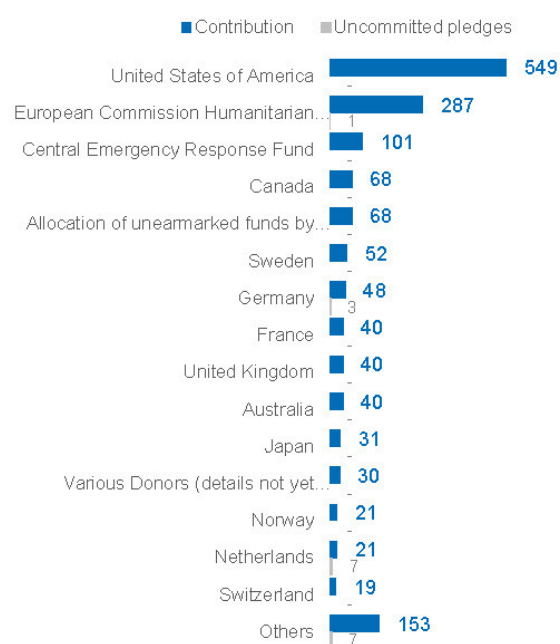
OCHA lance 2 nouvelles plateformes d'informations sur l'aide humanitaire au Tchad
<http://unocha.org/tchad>
<http://chad.humanitarianresponse.info/fr>

Financement CAP dans le Sahel

DESTINATION COUNTRIES



DONOR COUNTRIES



Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Dieudonné Bamouni, Chef de Bureau OCHA-Tchad, dieudonneb@un.org, Tél. (+235) 62 93 13 13

Pierre Péron, Chargé de l'Information Publique, peronp@un.org, Tél. (+235) 62 93 11 68

Augustin Zusané, Assistant chargé de l'Information Publique, zusanne@un.org, Tel. : (+235) 63 90 09 13

Les bulletins humanitaires sont disponibles sur www.unocha.org/tchad | www.reliefweb.int/chad